

T  
HAND-BOOK.

---

# DUTIES ON SUCCESSIONS

IN

PROVINCE OF QUEBEC

WITH TEXT OF STATUTES

IN ENGLISH AND FRENCH

AND FORMS OF DECLARATIONS

BY

WM. B. LAMBE

ADVOCATE.

PRICE, - - - 50 CENTS

MONTREAL:

WM. FOSTER BROWN & CO., PUBLISHERS.

1896.



*Lam. Lambe, William B.  
Paris.*

MANUEL

---

DROITS SUR LES SUCCESSIONS

DANS LA

PROVINCE DE QUEBEC

AVEC LE TEXTE DES STATUTS

EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS

ET FORMES DE DECLARATION

---

55-56 VIC., CAP. 17, Q.

57 VIC., CAP. 16, Q.

58 VIC., CAP. 16, Q.

59 VIC., CAP. 17, Q.

---

WM. B. LAMBE,

AVOCAT.



## PREFACE.

---

Ce manuel a pour but de venir en aide à ceux qui ont besoin de renseignements sur la loi des successions dans la Province de Québec, et sur les droits payables au Département du Trésor, sur les transmissions de propriété, à la mort, soit par legs, soit par défaut de testament.

La préface d'un livre en est quelquefois la partie la plus intéressante, parcequ'elle contient de bonnes intentions qui, souvent ne sont pas exécutées, de même qu'un testament contient des intentions bienveillantes qui, quelquefois, ne sont jamais réalisées. Mais comme l'a dit le poète Burns (non le juge Burns) :

"The best laid plans of mice and men gang aft agly."

Feu le Juge en chef, Sir James Stuart, mort sans testament, *ab intestat*, et cela avec intention, fit remarquer en discutant ce point, que la loi réglant les successions dans la Province de Québec, est si juste, si définie et surtout si raisonnable quant aux droits des femmes et des enfants, qu'il préférerait lui laisser la distribution de ses biens, convaincu qu'une division équitable serait ainsi assurée à sa famille et que tout danger de litige, réduit au *minimum*.



Le célèbre Lord St. Leonards, dont le traité sur les testaments est si bien connu, fit autrement, il laissa un testament qui, après sa mort, fut discuté de cour en cour, où il fut déclaré si obscur, que l'interprétation en devint extrêmement difficile.

Certaines personnes s'amuse à faire des testaments remplis de détails. Un testament peut être nécessaire dans certaines circonstances, mais dans plusieurs cas il est inutile, vu la clarté et la précision de notre loi. Souvent il est une preuve de bonnes intentions, mais il prouve en même temps une ignorance complète des exigences légales, et contraste avec l'expérience et la sagesse de nos prédécesseurs qui nous ont laissé une loi clairement définie sur les successions.

Ma connaissance des troubles éprouvés par les héritiers et les exécuteurs testamentaires, de même que mon expérience personnelle de l'application de la présente loi relativement aux droits sur les successions, m'ont induit à offrir ces notes au public dans l'espoir qu'elles pourront lui être utiles et prévenir des conséquences désastreuses.

J'y inclus le texte de la loi, différents avis d'après les décisions des Avocats de la Couronne, et, avec un état des biens actifs et passifs, quelques formes de déclaration qui peuvent s'appliquer à la majorité des successions.

La loi n'a spécifié aucune forme de déclaration en particulier; ce qui, d'ailleurs, eut été impossible.

On ne peut s'attendre qu'un Traité sur les Testaments condensé dans les limites d'un simple

Manuel, puisse renfermer tous les détails qui se présentent dans chaque succession. On ne peut y inclure que les règles générales. Dans les cas douteux l'intervention d'un aviseur légal est indispensable. Ainsi un homme peut espérer mourir en paix, quand à ce qui est de la disposition de ses biens, sans crainte de fatiguer son exécuteur testamentaire par un testament inutile ou mal fait.

Montréal, 1er mai 1896.

## TABLE DES MATIÈRES.

---

- 1o. Des testaments *et ab intestat*.
- 2o. De la production du testament.
- 3o. De la déclaration.
- 4o. De la production de la déclaration.
- 5o. Des droits payables sur les propriétés; avec une forme tabulaire d'iceux.
- 6o. Par qui les droits sont payables.
- 7o. Du paiement des droits affectant le titre de propriété.
- 8o. Pénalités.
- 9o. Dispositions générales du Statut et remarques finales
- 10o. Texte des Statuts.
- 11o. Formes de déclaration.



# DROITS SUR LES SUCCESSIONS

DANS LA

## PROVINCE DE QUÉBEC.

---

### 10. DES TESTAMENTS ET SUCCESSIONS, *ab intestat*.

Les lois de la Province de Québec décrétant les formes de testaments sont faites d'après une amalgamation des systèmes français (Coutume de Paris) et anglais donnée au long dans les statuts refondus de la Province de Québec.

Les formes ordinaires de testaments sont :—

10. Le testament authentique ou notarié fait devant deux notaires publics ou devant un notaire public et deux témoins, dont minute est émanée et ne demande pas d'être prouvé.

20. Le testament signé par le testateur et deux témoins présents. Il doit être prouvé subséquentement.

30. Le testament écrit et signé par le testateur, déclarant être ses dernières intentions, il exige aussi une preuve subséquente.

40. D'autres formes de testaments, tels que les testaments des militaires en service actif, des sourds-muets dans certaines conditions, des marins à bord d'un vaisseau ou dans un hôpital et la déclaration orale d'un soldat mourant sur le champ de bataille, sont considérées comme légales quoiqu'elles ne soient pas fréquentes.

## DES SUCCESSIONS SANS TESTAMENT.

Les successions sans testament appelées *ab intestat* sont celles dans lesquelles aucun testament n'a été fait ou trouvé après la mort, et dans ce cas, la succession est réglée par les lois de la Province de Québec.

## 20. DE LA PRODUCTION DU TESTAMENT.

Une copie certifiée du testament, s'il est fait par un notaire, et s'il est fait par le testateur sous forme Holographe ou devant deux témoins, une copie du testament avec le certificat de la preuve doit être produit au bureau du Percepteur du Revenu Provincial du district ou le testateur est mort ou dans lequel la succession est ouverte par :

- 1o Un des héritiers.
- 2o. Le légataire universel.
- 3o. Un des légataires à titre général ou particulier.
- 4o. Un exécuteur.
- 5o. Un fidei-commissaire.

---

NOTE.—CODE CIVIL DU BAS-CANADA.

Tit : 1. Successions, § 596.

“ 2. Dons *inter vivos* et par testament, § 754 et 762.

55-56 Vic., cap. 17, P.Q.

57 “ “ 16, P.Q.

58 “ “ 16, P.Q.

59 “ “ 17, P.Q.

Voir le texte, page 17 des statuts ci-dessus mentionné.

60. Un administrateur.

70. Le ou l'un des notaires devant qui le testament a été passé.

Le titre "déclarant" est employé dans le statut comme désignant une des parties ci-dessus nommées, mais le notaire n'est pas tenu de produire la déclaration.

Le testament doit être produit dans les trente jours qui suivent le décès du testateur.

La déclaration dûment faite par l'une des personnes ci-dessus nommées, dégage les autres de toute obligation quant à la déclaration.

### 30. DE LA DÉCLARATION.

Aucune formule spéciale de déclaration n'est prescrite par le statut. Elle doit cependant être faite par écrit, détaillant clairement et brièvement les points suivants :

10. Les nom, prénom, occupation, qualité et le domicile du déclarant.

20. Les nom et prénom au long, de même que la dernière occupation et résidence du testateur où décédé.

30. Quand, où et devant qui le testament a été fait, s'il est authentique ou autrement, avec preuve dans ce dernier cas. S'il n'y a pas eu de testament de fait ou s'il n'y en a pas eu de trouvé après la mort, ces faits doivent être mentionnés.

40. Quand et où le testateur est décédé.

50. S'il existait communauté de biens ou autres droits matrimoniaux et en vertu de quel titre.

60. Les noms, prénoms, la résidence et l'occupation de chaque bénéficiaire en vertu du testament ou par succession, avec le degré de parenté s'il y a lieu. Si le bénéficiaire est étranger, il faut aussi le mentionner dans la déclaration suivant le texte du statut.

“La description et la valeur réelle de toutes les propriétés transmises, le montant en détail des dettes et charges de la succession avec les noms, prénoms, résidence et profession de chaque créancier, et de plus, la nature et la valeur de la part du déclarant dans la succession, déduction faite des dettes et charges qu'il doit payer, avec détails, doivent aussi être données.” 57 Vict. chap. 16, § 3.

#### ACTIF — BIENS IMMOBILIERS.

Donner au long la description de chaque propriété avec le numéro du cadastre s'il y en a, ou par lot avec étendue et limites, et aussi mentionné la valeur réelle le jour de la déclaration de chaque propriété, séparément.

Les hypothèques avec détails comprenant le numéro de l'enregistrement. Les droits de commutation sont compris dans les charges hypothécaires.

#### BIENS PERSONNELS.

Argent en mains ou en banque mentionné, - - - - - \$

Actions, parts, etc., détails d'après la valeur du marché au temps de la déclaration, \$

Les polices d'assurances sur la vie détail-

lées. Il n'est pas besoin de mentionner celles  
prises au bénéfice de la femme et des enfants  
parce qu'elles ne sont pas chargeables - \$  
Autres crédits avec détails, - - - - \$  
Membres de maisons ou autres et effets  
personnels, - - - - - \$

Total de l'actif, - - \$

20. PASSIF.

Détaillé avec nom, prénom, résidence et  
profession de tous les créanciers.

- - - - - \$  
- - - - - \$

RECAPITULATION.

Actif brut. - - - - - \$  
Passif brut - - - - - \$  
Actif net. - - - - - \$

L'endroit et la date.

Affidavit (la déclaration n'étant pas légale).

Assermenté devant moi à }  
ce } Signature du  
jour de } déclarant.

189

Signature.

Commissaire de la Cour Supé-  
rieure, du juge de Paix pour le }  
district de Montréal ou N.P.

Dans un cas d'annuité, le certificat du  
montant pour lequel telle annuité peut être  
rachetée d'une compagnie d'assurance sol-  
vable et l'âge du détenteur de telle annuité  
doivent être donnés, - - - - - \$



S'il y a communauté de biens entre époux soit conventionnelle (c'est-à-dire par contrat de mariage) soit coutumière (c'est-à-dire quand il n'y a pas eu de contrat de mariage), un état doit être fait de tout l'actif et le passif et la proportion donnée séparément ou en bloc.

Le légataire universel ou le légataire universel en usufruit est passible des droits sur tous les biens transmis. De plus, chaque légataire à titre particulier ou héritier est passible pour sa part des biens reçus.

Doivent être comprises dans les charges de la succession, toutes les dettes du testateur mentionnées séparément, les dettes médicales et professionnelles, le service religieux, le deuil de la veuve selon sa position sociale et les dépenses funéraires mais non les legs particuliers.

Les droits sont imposés sur les biens transmis après déduction faite des dettes et charges existant à l'époque du décès.

L'exemption de trois mille dollars ne s'applique qu'aux droits chargés en ligne directe, entre époux, ou entre beau-père belle-mère, et gendre ou belle-fille.

Aucune propriété en dehors de la Province de Québec n'est sujette à la taxe d'après le statut.

D'après le Statut, les biens situés dans la Province de Québec appartenant à des personnes ne résidant pas dans la dite Province, sont frappés des mêmes droits.

Toute propriété acquise par droit d'usufruit ou substitution créée avant la passation de l'acte 55-

56 Vic., cap. 172 (24 juin 1892), n'est pas passible de droits.

#### 40. DE LA PRODUCTION DE LA DÉCLARATION.

La déclaration doit être produite au bureau du Percepteur du Revenu Provincial dans et pour le District où le testateur est décédé où dans lequel la succession est ouverte, par l'une des personnes chargées de produire le testament (le notaire excepté) dans les trois mois qui suivent le décès du testateur ou du décédé.

Un délai de soixante jours peut être accordé par le Percepteur pour des raisons mentionnées dans la déclaration assermentée d'un des bénéficiaires, et un délai plus considérable peut être obtenu du Trésorier Provincial dans les mêmes conditions pour un temps ne dépassant pas douze mois en tout. 1191*d*.

Sur réception de la déclaration par le Percepteur, un état des droits sera fourni par celui-ci au déclarant par lettre chargée portant son adresse, demandant le paiement dans les trente jours suivant l'avis; et si tel paiement n'est pas fait, le Percepteur peut alors prendre une action pour le recouvrement du montant dû, avec pénalités tel que détaillé au statut. (Voir ci-après page 16 pénalités).

#### 50. LES DROITS PAYABLES PAR LA SUCCESSION. 1191*b*.

10. En ligne directe, descendante ou ascendante : entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille.

Dans les successions dont la valeur totale, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

- (a) N'excède pas trois mille piastres, nulle taxe n'est exigible.
- (b) Excède trois mille piastres mais n'excède pas cinq mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres - - - - -  $\frac{1}{2}\%$
- (c) Excède cinq mille piastres, mais n'excède pas dix mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres - - - - - 1 %
- (d) Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres - - -  $1\frac{1}{4}\%$
- (e) Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres - - -  $1\frac{1}{2}\%$
- (f) Excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres - - - 2 %
- (g) Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres - - - 3 %

*En ligne collatérale.*

- 1o. Au frère ou à la sœur, ou descendants du frère ou de la sœur du défunt. - 3 %

20. Au frère ou à la sœur ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère défunt. - - - - - 5 %
30. Au frère ou à la sœur ou descendant du frère ou de la sœur des grands parents du défunt. - - - - - 6 %
40. A tous autres collatéraux. - - - - - 8 %
50. Aux étrangers. - - - - - 10 %

#### 60. PAR QUI LES DROITS ONT-ILS PAYABLES.

Plusieurs personnes se font cette question. On pourrait leur répondre que la succession est redevable de tout le montant des droits, chaque bénéficiaire ayant à payer la part pour laquelle il est responsable.

Le meilleur moyen à adopter serait de charger la personne qui administre la succession de collecter le montant dû par chaque bénéficiaire, payer le tout au Percepteur du Revenu et en obtenir quittance.

Le Statut déclare qu'un transport de propriété d'une succession ne sera valide et ne constituera un titre qu'en autant que la taxe due aura été payée au préalable. De même, un exécuteur, fidei-commissaire, administrateur, curateur, héritier ou légataire ne pourra consentir un transport ou paiement d'un legs avant que telle taxe n'ait été payée. (Voir ci-après page 16 pénalités, etc.

Les dons supposés être faits entre vifs sont nuls s'ils sont présumés être faits en vue de la mort, pendant la maladie que le donateur croit être sa dernière, à moins que les circonstances ne tendent

à les rendre valides. Si le donateur recouvre la santé et laisse le donataire en possession pendant un temps considérable, la nullité disparaît. (Code Civil B. C., ss. 754 et 762).

70. DU PAIEMENT DES DROITS AFFECTANT LES  
TITRES DE PROPRIÉTÉ.

1191*d*.

Cet item est expliqué dans le chapitre précédent et le Statut déclare d'une manière explicite que ni l'exécuteur testamentaire ni aucun autre représentant de la succession ne pourra faire un transport valide si tous les droits n'ont été payés au préalable.

80. DES PÉNALITÉS.

Si la déclaration ainsi requise n'est pas produite dans le délai prescrit ou si elle contient un allégué faux ou inexact relatif à la valeur ou à toute autre matière, de doubles droits sont dûs et exigibles en faveur de Sa Majesté, et la personne en défaut est passible d'une amende de cent piastres, et à défaut, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

1191*d*.

Toute somme due à la Couronne en vertu de cette loi est une dette privilégiée prenant rang comme privilège de la Couronne, immédiatement après les frais de justice.

90. DISPOSITIONS GÉNÉRALES DU STATUT ET  
DERNIÈRES REMARQUES.

1191*j*.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire amender, remplacer et abroger tous règlements



et formules qu'il considère nécessaires à l'exécution des dispositions de ce statut, lesquels deviendront en vigueur le jour de leur publication dans la *Gazette Officielle* de Québec.

L'acte 55-56 Vic., chap. 17, P.Q., mis en vigueur le 24 juin 1892, s'applique à toutes transmissions subséquentes et antérieures à l'acte amendé. Les amendements à l'acte 57 Vic., chap. 16, n'affectent pas les actes ou successions antérieures au 8 janvier 1894.

Dans chaque cas, le testament et la déclaration doivent être produits, même s'il n'y a aucun droit exigible ou si la succession est insolvable. Autrement la peine d'amende ou d'emprisonnement à défaut de paiement, devra être mise en vigueur. L'exemption de la taxe doit être obtenu par ordre en conseil.

TEXTE DES STATUTS 55-56 VIC., CHAP. 17, P. Q.

TEL QU'AMENDÉ PAR 57 VIC., CHAP. 16, P.Q.

58 VIC., CHAP. 16, P.Q. ET

59 VIC., CHAP. 17, P.Q.

11916.

Toute transmission, par décès, de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens mobiliers ou immobiliers, situés dans la Province, est frappé des droits suivants, sur la valeur du bien transmis, déduction faites des dettes et charges existant au moment du décès :

1o. En ligne directe, descendante ou ascendante : entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou belle-fille.

Dans les successions dont la valeur totale, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès :

- (a) N'excède pas trois mille piastres, nulle taxe n'est exigible.
- (b) Excède trois mille piastres mais n'excède pas cinq mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.....  $\frac{1}{2}\%$
- (c) Excède cinq mille piastres, mais n'excède pas dix mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.....  $1\%$
- (d) Excède dix mille piastres, mais n'excède pas cinquante mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.....  $1\frac{1}{4}\%$
- (e) Excède cinquante mille piastres, mais n'excède pas cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.....  $1\frac{1}{2}\%$
- (f) Excède cent mille piastres, mais n'excède pas deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.....  $2\%$
- (g) Excède deux cent mille piastres, sur chaque cent piastres en valeur au-dessus de trois mille piastres.....  $3\%$

2. *En ligne collatérale :*

- (a) Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur du défunt.....  $3\%$

- (b) Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur, du père ou de la mère du défunt.... 5%
- (c) Si le successeur est frère, sœur ou descendant du frère ou de la sœur de l'aïeul ou de l'aïeul du défunt..... 6%
- (d) Succession en tous autres collatéraux.... 8%
3. Si le successeur n'est pas un parent..... 10%

“ Dans le cas de transport de propriété avec usufruit ou substitution, les droits sont payables par l'usufruitier ou l'héritier substitué, et ne sont exigibles d'aucun autre bénéficiaire en vertu du même acte.

“ Tout héritier légataire universel, légataire à titre universel ou légataire à titre particulier, exécuteur, fidei-commissaire et administrateur ou notaire qui a reçu un testament doit, dans les trente jours qui suivent le décès du testateur ou du *de cuius*, transmettre au Percepteur du Revenu de la Province, du district ou le testateur est mort, ou dans lequel la succession est ouverte, une copie du testament, s'il en existe, et ces personnes, sauf le notaire, doivent déposer aussi dans les trois mois, entre les mains de ce percepteur, une déclaration sous serment, contenant les noms, prénoms, occupation et domicile du déclarant, le nom, prénom et le domicile du testateur ou du *de cuius*, la valeur réelle des biens transmis, le montant des dettes et la valeur réelle de la part du déclarant dans la succession, la description et l'indication de la valeur réelle de tous les biens transmis, ou un état détaillé des dettes et

charges de la succession, faisant connaître les noms, prénoms, résidence et occupation de tous les créanciers, et de plus, l'indication de la nature et de la valeur de la part du déclarant dans la succession, déduction faite des dettes et charges par lui payables, dont un état détaillé avec les noms, prénoms, résidence et occupation des créanciers, doit également être donné.

“La déclaration dûment faite par l'une des personnes ci-dessus, dégage les autres de toute obligation quant à la déclaration.

“20. Si cependant, dans les trois mois, il est produit par un des bénéficiaires, une déclaration intérimaire, sous serment, attestant qu'il est impossible de remettre dans ce délai la déclaration mentionnée dans le paragraphe précédent, le percepteur peut le prolonger de soixante jours et un autre délai de pas plus de six mois peut être accordé par le trésorier de la province.

“30. Sur réception de la déclaration en premier lieu mentionnée, ce percepteur peut faire préparer un état des droits que le déclarant doit payer.

“40. Ce percepteur doit prévenir le déclarant du montant dû comme susdit, par lettre chargée envoyée à son adresse, et lui donner avis de le payer dans les trente jours après l'envoi de l'avis; et si le montant ne lui est pas payé au jour fixé, le percepteur peut en poursuivre le recouvrement devant toute cour de juridiction compétente de son district.

“50. Nul transport des biens d'une succession n'est valide et ne constitue un titre, si les droits

payables, en vertu de cette loi n'ont pas été payés; et aucun exécuteur, fidéi-commissaire, administrateur, curateur, héritier ou légataire ne peut consentir à un transport, ni au paiement des legs, à moins que ces droits n'aient été payés.

“ 60. Dans les cas où une déclaration ainsi requise n'est pas faite dans les délais prescrits, ou dans tout délai supplémentaire qui a pu être accordé, ou dans le cas où elle contient un allégué faux ou inexact relatif à la valeur ou à toute autre matière, de doubles droits sont dûs et exigibles en faveur de Sa Majesté, et la personne en défaut est passible d'une amende de cent piastres, et, à défaut de paiement, d'un emprisonnement d'un mois, sans préjudice de tout autre recours.

“ Les amendes imposées par cette section doivent être payées au percepteur du revenu de la province du district dans lequel elles sont encourues et perçues et doivent être recouvrées par poursuite prise devant la Cour Supérieure ou la Cour de Circuit, selon le montant, au nom de Sa Majesté par le percepteur du revenu de la province ou en son nom.

“ Toute somme due à la Couronne, en vertu de cette loi, est une dette privilégiée, prenant rang, concurremment avec tout autre privilège de la Couronne, immédiatement après les frais de justice.

“ Le percepteur du revenu de la province, qui perçoit une somme en vertu de cette loi, a le droit de retenir la commission fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.



“ Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire amender, remplacer et abroger tous règlements et toutes formules qu'il croit nécessaires à la mise à exécution des dispositions de cette section, lesquels entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette Officielle* de Québec.

“ Cet acte n'affectera pas les actes passés ni les successions ouvertes avant sa passation; et tels actes et successions continueront à être passibles des droits exigibles en vertu de l'acte 55-56 Vic. Chap., comme si tel acte n'avait pas été passé.

“ Cette loi deviendra exécutoire le jour de sa sanction.”

55-56 Vict., chap. 17, P. Q., sanctionné le 24 juin 1892; 57 Vict., chap. 16, P. Q., sanctionné le 8 janvier 1894; 58 Vict., Chap. 16, P. Q., sanctionné le 12 janvier 1895.

59 Vic., chap. 17, sanctionné le 21 décembre 1895.

1. L'article 1191*b* des Statuts refondus, tel qu'édicte par la loi 55-56 Victoria, chapitre 17, section 1, et remplacé par la loi 57 Victoria, chapitre 16, section 2, et amendé par la loi 58 Victoria, chapitre 16, section 1, est amendé de nouveau en ajoutant, après l'alinéa (*g*) du paragraphe 1, l'alinéa suivant :

“ Pour les fins des alinéas (*a*), (*b*), (*c*), (*d*), (*e*), (*f*) et (*g*) la somme de trois mille piastres y mentionnée doit être déduite de la succession entière, et non de la part de chaque personne avantagée.”

2. Cette loi ne sera pas interprétée comme déclarant que la loi était précédemment différente de ce qu'elle est ici exprimée.

## FORMULES DE DÉCLARATIONS AVEC UN ÉTAT DES BIENS ACTIFS ET PASSIFS.

(Note a.)

### 1. TESTAMENT PARDEVANT NOTAIRE.

Province de Québec, }  
District de Montréal. }

*In re* la Succession de feu John Andrew Smith.

Je soussignée Sarah Elizabeth Jones, demeurant au No 6 rue Forfar, cité de Montréal, veuve de feu John Andrew Smith, en son vivant de la dite cité de Montréal, entrepreneur, nommée seule exécatrice par le testament de mon dit défunt époux, étant assermentée déclare ce qui suit :

Que le dit feu John Andrew Smith et moi-même nous sommes mariés dans la cité de Montréal le 3 juin 1894, sans aucun contrat de mariage, et que, par conséquent, il y avait communauté de biens entre nous ;

Que les enfants issus de notre dit mariage sont John Phillip Smith et Mary Jane Smith, tous deux encore vivants ;

Que le dit feu John Andrew Smith a laissé un testament fait pardevant Mtre Robert Barnes, N.P., et son collègue, ou pardevant Mtre Robert Barnes, N.P., et Julius Penn et Alexandre

Thomas, témoins dûment requis et demeurant dans la cité de Montréal ;

Qu'une copie certifiée du dit testament a été transmise au Percepteur du Revenu Provincial pour le District de Montréal, le 20 décembre 1895;

Que mon dit défunt époux m'a laissé la jouissance de tous ses biens ma vie durant, et la propriété à nos deux enfants, les dits John P. Smith et Mary Jane Smith ;

Que le dit feu John Andrew Smith est décédé à Montréal, le 7 décembre 1895, sans avoir révoqué ou annulé le testament ci-haut mentionné ;

Que tous les biens de la dite succession situés dans la province de Québec sont mentionnés et détaillés dans l'état ci-après annexé et signé par moi, ainsi que cette déclaration, le 31 décembre 1895.

SARAH ELIZABETH JONES.

Assermentée devant moi, à }  
Montréal, ce 31<sup>e</sup> jour }  
de décembre 1895.

ROBERT PENN,

*Notaire Public.*

---

NOTE (a). La forme ci-dessus pourra servir de guide dans la rédaction des déclarations et états, mais les faits variant suivant les cas devront nécessairement être mentionnés en conséquence.

## 2EME TESTAMENT SOUS FORME ANGLAISE.

Province de Québec, }  
 District de Montréal. }

Succession de feu Ellen Sproule, en son vivant épouse de Robert Elliott, demeurant dans la ville de Lachine, Province de Québec.

Je, Henri Elliott, voiturier, demeurant maintenant dans la ville de Lachine, un des héritiers de feu Ellen Sproule, en son vivant épouse de Robert Elliott, hotelier de la ville de Lachine; étant assermenté déclare ce qui suit :

Que la dite feu Ellen Sproule et le dit Robert Elliott se sont mariés à Lachine le 5 juin 1875, après avoir stipulé qu'il y aurait séparation de biens entre eux, par un contrat de mariage fait par Mtre Richard Cheese et son collègue, le 1 Juin 1875, et enregistré au bureau d'enregistrement des comtés Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le no 15564, le 2 juin 1875;

Que les enfants vivants issus de ce mariage sont Mary Elliott et moi-même;

Que la dite Ellen Sproule est décédée à Lachine le 5 décembre 1895, laissant un testament fait et signé par elle-même le 1er mai 1895, en présence de Henri Gauvin, forgeron, et John Carter, cultivateur, tous deux demeurant à Lachine et témoins requis par les présentes. Que ce testament a été prouvé devant la Cour Supérieure du District de Montréal, le 7 décembre 1895, et qu'une copie du testament et de sa preuve a été certifiée et transmise au Percepteur du Revenu Provincial, District de Montreal.

Que par ce testament elle légua tous ses biens meubles et immeubles par parts égales à ses deux enfants, Mary Elliott et moi ;

Que tous ses biens sont mentionnés et détaillés dans l'état ci-après annexé, que j'ai signé ainsi que cette déclaration, à Lachine, ce 10 janvier 1896.

HENRI ELLIOTT.

Assermenté à Montréal, }  
ce 10ème jour de jan- }  
vier 1896. }

JOHN LONG, N.P., J.P.

*ou Com. Cour Supérieure.*

### 3. TESTAMENT OLOGRAPHE.

Province de Québec, }  
District de Montreal. }

*In re* la succession de feu Joseph Jubinville en son vivant cultivateur du village de St-Lambert.

Je soussigné Eugène Villemaire, cultivateur du village de St-Lambert, nommé curateur et administrateur de la succession de feu Joseph Jubinville, par la Cour Supérieure le 10 décembre 1895, étant assermenté, déclare ce qui suit :

Que le dit Joseph Jubinville s'est marié avec Eloise Filiatrault, au dit village de St-Lambert, le 10 mai 1862, sans aucun contrat de mariage.

Que les enfants issus de ce mariage sont Marie, Jeanne, Alice et Pierre Jubinville, tous vivants.

Que le dit Joseph Jubinville est décédé à St-Lambert, le 1er décembre 1895, après avoir



fait un testament olographe qui fut prouvé devant la Cour Supérieure, District de Montréal, le 10 décembre 1895, comme il apparaît dans une copie du testament et de sa preuve transmise au Percepteur du Revenu Provincial, District de Montréal.

Par ce testament le testateur légua ses biens par parts égales à ses quatre enfants susnommés, à la condition par eux de payer ses dettes, les frais funéraires et les legs particuliers suivants :

1o. A l'Hôpital Notre-Dame.....\$100

2o. A Eloise Lamarre, étrangère, une rente annuelle de..... 100

3o. A Robert Jobin, son fils adoptif, une rente viagère de..... 50

4o. A Jos. Gagné, son ami, étranger..... 100

Que la dite Eloise Lamarre est âgée de soixante ans et le dit Robert Jobin de vingt ans ;

Que les biens de la dite succession sont mentionnés dans l'état ci-après annexé que j'ai signé, ainsi que cette déclaration, ce 5 janvier 1896.

EUGÈNE VILLEMAIRE.

Assermenté à Montréal, }  
ce cinquième jour de }  
janvier 1896. }

JEAN VIGNEAU,

*Juge de Paix, N.P. ou Commissaire S.C.*

#### 4. SUCCESSION SANS TESTAMENT (AB INTESTAT.)

*In re* la succession de feu Percy Robert Kane, en son vivant de la paroisse de la Longue-Pointe

dans le district de Montréal, distillateur et brasseur.

Je soussigné, Thomas Anderson Hendrey, de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le district de Montréal, teneur de livres ; en ma qualité de curateur et administrateur de la succession de feu P. Robert Kane, en son vivant de la paroisse de la Longue-Pointe, dans le district de Montréal, distillateur et brasseur, étant assermenté sur les Saints Evangiles, déclare ce qui suit :

Que le 4 décembre 1895, j'ai été nommé curateur et administrateur de la dite succession par la Cour Supérieure, pour et dans le district de Montréal, tel qu'il appert au certificat ci-annexé signé par le Député Protonotaire de la dite Cour Supérieure.

Que le dit Percy Robert Kane, mourut à la Longue-Pointe, le 30 novembre 1895, sans avoir disposé de ses biens par testament (*ab intestat*), laissant pour ses seuls et uniques héritiers en loi :

Son père, Thomas Spencer Kane, architecte, demeurant à Glasgow, Ecosse, pour une moitié ;

Son frère, Philippe Kane, marchand de Québec, pour un quart ;

Et Robert Jones Elliott et Mary Kane Elliott, tous deux de Lucerne, Suisse, neveu et nièce du défunt, pour l'autre quart.

Que les biens et effets de la dite succession dans la province de Québec sont détaillés dans l'état ci-après annexé et signé par moi, ainsi que

cette déclaration, à Montréal, le 31 décembre 1895.

THOS. A. HENDREY.

Assermenté devant moi à }  
Montréal, ce 31ème jour }  
de décembre 1895.

JOHN A. WEEKS,  
*N.P., J.P. ou Commissaire de la Cour Supérieure.*

### ÉTAT A.

Etat des biens et dettes de la communauté de biens qui existait entre feu John Andrew White et son épouse, Sarah E. Jones, situés dans la province de Québec.

### ACTIF.

#### IMMEUBLES.

No 1. Immeuble avec maison dessus érigée portant le numéro officiel 1534 du Quartier St-Laurent et le No 15 de la rue St-Alexandre, cité de Montréal, valant .....	\$10,000
No 2. Une terre située au village d'Hochelaga portant le numéro officiel 726 du dit village, valant..	5,000
No 3. Hypothèque en faveur du dit feu John Andrew Smith sur l'immeuble Porté.....	<hr/> \$15,000

Rapporté.....	\$15,000
portant le numéro officiel 1213 rue St-Alexandre, cité de Montréal.	\$1,000
Intérêt dû ce jour. ....	25
	<hr/> 1,025
Total.....	\$16,025

MEUBLES.

Meubles de maison et effets personnels, y compris bijoux, habits, etc.....	\$500
Roulant de la terre, compris animaux, voitures, instruments aratoires et produits de la terre.....	300
Deux parts de la banque de Montréal de \$200 chaque dont la valeur marchande de ce jour est de \$250 par part.....	500
Cinquante parts de la "Crooks Mining Co." de Montréal, de \$100 chaque n'ayant aucune valeur .....	<hr/>
Porté.....	\$17,325

CRÉDITS D'APRÈS LES LIVRES.

Billet promissoire de Pierre Jones dû le 6 juillet 1895.....	\$2,000
3 mois d'intérêt à 5% .....	25
	<hr/> 2,025
Porté.....	\$2,025 \$17,325

5,000

Porté.....	\$2,025	\$17,325
Joseph Oaks, architecte de		
Montréal .....	50	
Owen Roberts, de Montréal	300	
Thomas Kelly, do	100	
		<u>2,475</u>

1,025

6,025

Total..... \$19,800

## PASSIF.

\$500

Hypothèque dûe à Robert		
Gross, marchand de		
Montréal, sur le lot No		
officiel 15.....	\$2,500	
6% d'intérêt .....	75	
		<u>2,575</u>
A la succession Thos. Rae.....	115	
James Cohen, M.D.....	35	
Ellen Millan garde-malade .....	15	
Jos. Lamarre, épicier.....	6	
Terrain au cimetière .....	100	
Monument.....	25	
Thomas Wild, Entrepreneur de		
pompes funèbres.....	75	
		<u>\$2,946</u>

300

500

7,325

## RECAPITULATION.

Actif.....	\$19,800
Passif.....	2,946

,325

Total..... 16,854  
 Porté..... \$16,855

Rapporté.....	\$16,854
$\frac{1}{2}$ ma part dans la commu- nauté.....	\$8,427
Balance net.....	<u>\$8,427</u>

SARAH E. JONES.

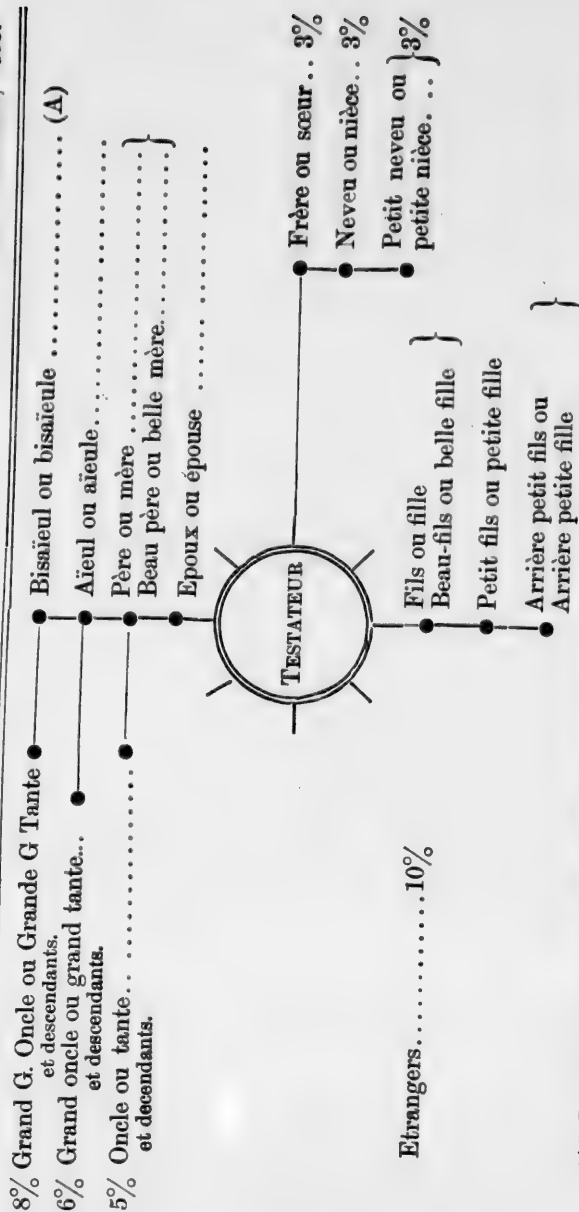
Signé et assermentée devant  
moi à Montréal, ce 31ème }  
jour de décembre 1895.

ROBERT FENN, N.P.

# TARIF ET TABLEAU DE SUCCESSION

55-56 VICT: CHAP. 17 Q. 24 JUIN, 1892.  
57 " " 16 " 8 JANVIER, 1894.

58 VICT: CHAP. 16 Q. 12 JANVIER, 1895.  
59 " " 17 " 21 DÉCEMBRE, 1895.



(A) Pour les droits en ligne directe ascendante ou descendantes et entre époux, voir pages 13-14.





HAND-BOOK

---

DUTIES ON SUCCESSIONS

IN

PROVINCE OF QUEBEC

WITH TEXT OF STATUTES.

IN ENGLISH AND FRENCH.

AND FORMS OF DECLARATIONS.

---

55-56 VIC., CAP. 17, Q.

57 VIC., CAP. 16, Q.

58 VIC., CAP. 16, Q.

59 VIC., CAP. 17, Q.

---

WM. B. LAMBE,

ADVOCATE.



## PREFACE.

---

This hand-book is intended for the use of persons in quest of information relating to successions in the Province of Quebec, especially as to the duty payable to the Treasury Department on transmission of property after death whether in case of bequest or of intestacy.

A preface is sometimes the most interesting part of a book, as expressing good intents, possibly unfulfilled, thus corresponding with the testament containing benevolent provisions not realized, but, as Burns the poet, (not Burns the Justice) states it :

"The best laid plans of mice and men,  
gang aft agly."

The late Chief Justice, Q.B., Sir James Stuart Bart, died intestate, intentionally so, and remarked when discussing the point, that the law regulating successions in the Province of Quebec is just, clearly defined and especially equitable in regard to the rights of women and children, and that he preferred that his property should be distributed accordingly, whereby a fair division

#### IV.

was secured and the danger of future litigation reduced to a minimum.

The celebrated Lord St. Leonards, whose treatise on Wills is so well known, adopted a different course and left a testament, subsequently dragged through the Courts, and therein proved to be so obscure as to render its interpretation extremely difficult.

Some persons amuse themselves by making testaments full of details. Last Wills are necessary and proper according to circumstances but in many cases, unnecessary under the well defined and just provisions of our law. Testaments however in the former case are often an evidence of good intent without knowledge of legal necessities, in contrast with the experience and wisdom of our predecessors who left us a clearly defined law regulating successions.

Familiarity with the troubles of heirs and executors and an official experience of the working of the present law, as to duties on successions, lead me to offer the present notes, in the hope that they may prove useful and prevent many distressing consequences.

The text of the Statutes with current notes based on the rulings of the Crown Officers are herein given. Also ordinary forms of declaration with statements of assets and liabilities to suit the majority of cases, no form of declaration having been provided by Statute.

A treatise on Wills within the limit of a handbook is not attempted, nor can the specialities of

v.

every succession be covered. General rules only are stated. In case of doubt, legal advice should be sought. Thus may a man hope to die in peace, so far as the disposition of his property is concerned, without the danger of worrying an executor to death by an unnecessary or ill drawn will.

Montreal, 1st May 1896.

## CONTENTS.

---

1. Of Wills and Intestacy.
2. Of the Fyling of the Will.
3. Of the Declaration.
4. Of the Fyling of the Declaration.
5. Of the Duty payable on Estates ; with tabular form showing same.
6. By whom the Duty is payable.
7. Of payment of Duty as affecting Title.
8. Penalties.
9. General provisions under Statute and closing remarks.
10. Text of Statutes.
11. Forms of Declaration, page 23 and seq.



# DUTIES ON SUCCESSIONS

IN

## PROVINCE OF QUEBEC.

---

### 1. OF WILLS AND INTESTACY.

The laws of the Province of Quebec governing the form of last wills and testaments are under a codification of the French (*Coutume de Paris*) and English systems given at length in the Revised Statutes of the Province of Quebec.

The ordinary forms of testament are :

1. The authentic or notarial form before two notaries public or before one notary public and two witnesses, of which minute only is issued and is not required to be proved.

2. The will signed by the testator as well as by two witnesses, all present, requiring subsequent proof.

3. The will written and signed by the testator declared to be intended as his will, but requiring subsequent proof.

4. Other forms of will, as of military men on active service, of deaf-mutes under certain conditions, of mariners on boardship or in hospital, and the oral declaration of the soldier dying on the field of battle, are noted as being legal although infrequent.

## OF INTESTACY.

Intestacy, styled *ab-intestat*, occurs where no testament has been made or found, in which case, the order of Succession is governed by the law of the Province of Quebec.

## 2. OF THE FYLING OF THE WILL.

An authentic copy of the will (if in notarial form) or a copy of the will if executed before witnesses in the English form or in olograph form with certificate of probate, thereof should be fyled with the Collector of Provincial Revenue in and for the District where the testator died or the succession devolved by.

1. Any Heir.
2. The Universal Legatee.
3. Any Legatee by general or particular title.
4. Any Executor.
5. Any Trustee.
6. Any Administrator.
7. The Notary or either of them before whom the testament was passed.

---

NOTE—CIVIL CODE OF LOWER CANADA.

Tit: 1. Successions § 596.

“ 2. Gifts *inter vivos* and by will. § 754  
and 762, 55-56 Vic. Cap. 17 P.Q.

57 “ “ 16 “

58 “ “ 16 “

59 “ “ 17 “

See text, page 17, post, of above mentioned statutes.

The title "declarant" is adopted in the Statute as designating any of the above named parties, but the notary is not required to file the declaration.

The fying of the will should be made within thirty days after the decease of the testator.

The declaration duly made by one of the above named persons relieves the others as regards such declaration.

### 3. OF THE DECLARATION.

No special form of declaration is prescribed by Statute. It should however be a written statement detailing clearly and briefly the following points:

1. The name, surname, occupation, quality and domicile of the declarant.

2. The name and surname in full with the late residence and occupation of the testator or decedent.

3. A detail as to when, where and before whom the testament was executed, whether authentic or otherwise, with proof in the latter case. - If intestate or no will be found then these facts should be stated.

4. Statement as to when and where the testator or decedent died.

5. Whether community or other matrimonial rights exist and under what title.

6 The name, surname, residence and occupation of every beneficiary under the Will, or by succession, with relationship if any and degree stated. If strangers to be so stated.

Or according to the text of the law :

“ The description and real value of all the property transmitted, the amounts in detail of the debts and charges of the succession, with the names, surnames, residence and calling of all the creditors, and further the nature and value of the share of the declarant in the succession after deducting the debts and charges payable by him, of which a detailed statement with the names, surnames, residence and calling of the creditors must also be given.” 57 Vic: Cap: 16. § 3

#### ASSETS—REALTY.

Described fully with cadastral number, when such exists, otherwise by lot with metes and bounds. Valuation according to true value at date of declaration. Value of each property to be stated in extenso separately..... \$

Hypotheques with detail including registration number. Commutation dues are allowed as hypothecary charges.

#### PERSONALTY.

Cash on hand, or in Bank named.....\$  
 Stocks, shares, etc., detailed at market value at time of declaration .....\$  
 Life Insurance policies detailed. Those for the benefit of wife and children are not dutiable.... .....\$  
 Other credits with details.....\$  
 Household furniture and moveable effects.....\$

---

Total assets.....\$

2nd. LIABILITIES.

Detailed with name, surnames, residence and calling of all creditors

.....\$  
 .....\$  
 .....\$

In case of annuity, certificate of amount for which a like annuity is purchasable from an Insurance Company in good standing, age of annuitant being stated.....\$

RECAPITULATION.

Gross assets.....\$  
 " liabilities .....\$

---

Net assets .....\$

Place and date.

Affidavit (declaration not being legal.)

Sworn before me at }  
 this } Signature of  
 day of 189 } declarant.

Signature.

Commissioner of Superior }  
 Court, Justice of the }  
 Peace, or N. Public. }

When community of property exists between consorts whether conventional (that is under anti-nuptial contract) or customary (that is where no anti-nuptial contract of marriage has been made) the statement may be made of the whole assets

and liabilities and the apportionment made separately or en bloc.

The universal legatee in proprietorship, or the usufructuary, as the case may be, are chargeable with the duty on the whole property. Special legatees or heirs are chargeable only on their respective legacies or shares.

The charges for debts and liabilities of the testator other than bequests severally and specifically detailed, medical and professional charges, religious services, mourning vestments for the widow according to station, and funeral expenses, are allowed as charges on the estate.

The duty is levied on the value of the property transmitted, after deducting debts and charges existing at the time of death.

The three thousand dollars exemption is only applicable to the duty chargeable in the direct line, between consorts, or between father or mother-in-law, son or and daughter-in-law. See 57 Vic., Cap. 16, Q.

Property, outside of the Province of Quebec, is not taxable under the statute. The property of persons not domiciled in the Province of Quebec but holding property therein at date of decease is subject to the duties under the statute.

Property held by title of usufruct or substitution created prior to the enactment of 55-56 Vic., cap. 17 Q. (24th June, 1892) is not subject to duty.

---

NOTE—See forms *post* page 23.

#### 4. OF THE FYLING OF THE DECLARATION.

The declaration should be fyled with the Collector of Provincial Revenue in and for the district where the testator or decedent died or the succession devolved, by one of the persons charged with the fyling of the will (notaries excepted) within three months after the decease of the testator or decedent.

The delay for the fyling of the declaration may be extended by the Collector for sixty days for cause shown by declaration of any of the beneficiaries under oath, and a further extension may be granted by the Provincial Treasurer, for cause shown in like manner, for a further time limited to twelve months in all. 1191*d*.

On receipt of the declaration by the Collector, a statement of the duties shall be furnished by him to the declarant by registered letter mailed to the address of declarant, requiring payment within thirty days after notice; and if payment be not so made, the Collector may then sue for the recovery of the amount due, with penalty as detailed in statute. (See *post* page 16 as to penalties.)

#### 5. OF THE DUTY PAYABLE ON ESTATES.

1191*b*.

In direct line, ascending or descending.

Between consorts.



Between father-in-law or mother-in-law and son-in-law or daughter-in-law.

1. Over \$3,000 to \$5,000 on excess over \$3,000 . . . . .  $\frac{1}{2}$  %
2. Over \$5,000 to \$10,000 on excess over \$3,000 . . . . . 1 %
3. Over \$10,000 to \$50,000 on excess over \$3,000 . . . . .  $1\frac{1}{4}$  %
4. Over \$50,000 to \$100,000 on excess over \$3,000 . . . . .  $1\frac{1}{2}$  %
5. Over \$100,000 to \$200,000 on excess over \$3,000 . . . . . 2 %
6. Over \$200,000 on excess over \$3,000.. 3 %

Estates of net value of \$3,000 or less are exempt from duty in direct line or between consorts. See 57 Vic., Cap. 16, Q.

*Collateral Line*

1. To brother or sister, or descendant of brother or sister of deceased . . . . . 3 %
2. To the brother or sister, or descendant of the brother or sister of the father or mother of deceased . . . . . 5 %
3. To the brother or sister or descendant of a brother or sister of the grand parents of the deceased. . . . . 6 %
4. To any other collateral . . . . . 8 %
5. To strangers . . . . . 10 %

6. BY WHOM THE DUTY IS PAYABLE.

This question is frequently asked, and it may be answered that the succession is liable for the

whole duty, each beneficiary having to contribute his share of liability.

The most convenient system to be adopted is for the party administering the estate to collect the share of each person liable, and to pay over the whole to the Collector, and obtain a discharge.

The statute provides that no transfer of the property of any succession is valid, nor shall any title vest in any person unless the dues have been previously paid. Nor shall any executor, trustee, administrator, curator, heir or legatee consent to any transfer or payment of legacies unless the duties have been previously paid.

(See *post*, page 16 as to penalties, etc.)

Gifts purporting to be *inter vivos* are void, as presumed to be made in contemplation of death when they are made during the supposed mortal illness of the donor, whether it be followed or ~~not~~ by his death, unless circumstances tend to render them valid. If the donor recovers and leaves the donee in possession for a considerable time, the nullity is covered. (C. Code L. C., sec. 754 and 762.)

#### 7. OF PAYMENT OF DUTY AS AFFECTING TITLE. 11917.

This point has been referred to under the cap. 6 next preceding, and the statute provides explicitly that no executor or other representative of the succession shall make any transfer, nor

shall any transfer be valid unless all dues under the statute have been previously paid.

#### 8. PENALTIES.

If any declaration so required be not made within the prescribed delay, or if any false or incorrect statement is made in any such declaration, either as to value or otherwise, double duties shall become due and be exacted in favor of Her Majesty, and the person in default shall, in addition to any other recourse against him, be liable to a penalty of one hundred dollars, and, in default of payment, imprisonment for one month.

1191*d*.

Any sum due to the Crown under this Act is a privileged claim, ranking as a Crown claim immediately after law costs.

#### 9. GENERAL PROVISIONS UNDER STATUTE, AND CLOSING REMARKS.

1191*j*.

The Lieutenant-Governor in Council may make, amend, replace and repeal all regulations and forms that he may consider necessary for the purpose of carrying out the provisions of this statute, which regulations and forms shall come into force when published in the *Quebec Official Gazette*.

55-56 Vic., cap. 17, P. Q., which came into force 24th June, 1892, governs all transmissions subsequent thereto and prior to the date of the amending act.

The amendments of 57 Vic., cap. 16, do not affect any deed or succession prior to 8th January, 1894.

The will and declaration must be fyled, even if no dues are exigible or the estate be insolvent. Otherwise the penalty of fine or imprisonment, in default of payment, may be enforced. Exemption therefrom has to be sought by order in council.

10. TEXT OF STATUTES 55-56 VIC., CAP. 17, P.Q.,  
AS AMENDED BY 57 VIC., CAP. 16, P. Q.,  
58 VIC. CAP. 16, P. Q., AND  
59 VIC., CAP. 17, P.Q.

1191b.

" All transmissions, owing to death, of the property in usufruct or enjoyment of moveable and immoveable property in the Province shall be liable to the following taxes, calculated upon the value of the property transmitted, after deducting debts and charges existing at the time of the death :

" 1. In the direct line, ascending or descending ; between consorts ; between father or mother-in-law and son or daughter-in-law.

" In estates the value of which, after deducting the debts and charges existing at the time of the death,

" (a) Does not exceed the sum of three thousand dollars, no tax shall be exigible.

- “(h) Exceeds three thousand dollars, but does not exceed five thousand dollars, on every hundred dollars of value over three thousand dollars...  $\frac{1}{2} \%$
- “(c) Exceeds five thousand dollars, but does not exceed ten thousand dollars, on every hundred dollars of value over three thousand dollars.....  $1 \%$
- “(d) Exceeds ten thousand dollars, but does not exceed fifty thousand dollars, on every hundred dollars of value over three thousand dollars...  $1\frac{1}{4} \%$
- “(e) Exceeds fifty thousand dollars, but does not exceed one hundred thousand dollars, on every hundred dollars of value over three thousand dollars .....  $1\frac{1}{2} \%$
- “(f) Exceeds one hundred thousand dollars, but does not exceed two hundred thousand dollars, on every hundred dollars of value over three thousand dollars.....  $2 \%$
- “(g) Exceeds two hundred thousand dollars, on every hundred dollars of value over three thousand dollars...  $3 \%$

“2. *In the collateral line.*

- “(a) If the succession devolves to the brother or sister, or descendant of the brother or sister of the deceased  $3 \%$

- “(b) If the succession devolves to the brother or sister or descendant of a brother or sister of the father or mother of the deceased..... 5 %
- “(c) If the succession devolves to the brother or sister or descendant of the brother or sister of the grand-parents of the deceased..... 6 %
- “(d) If the succession devolves to any other collateral..... 8 %
- “If the succession devolves to a stranger .10 %

“In case of property transmitted in usufruct or with substitution, the tax shall be paid by the usufructuary or the institute and shall not be exigible from any further beneficiary under the same deed.

“Every heir, universal legatee, legatee by general or particular title, executor, trustee and administrator, or notary before whom a will has been executed, shall within thirty days after the death of the testator or, *de cujus*, forward to the Collector of Provincial Revenue for the District wherein the testator died or the succession devolved, a copy of the will, if there is one, and said persons, excepting the notary, shall also transmit, within three months, to such Collector of Provincial Revenue, a declaration under oath setting forth the name, surname, residence and calling of the declarant, the name, surname and residence of the testator or *de cujus*, the descrip-

tion and real value of all the property transmitted, the amounts in detail of the debts and charges of the succession, with the names, surnames, residence and calling of all creditors; and, further, the nature and value of the share of the declarant in the succession, after deducting the debts and charges payable by him, of which a detailed statement, with the names, surnames, residence and calling of the creditors must also be given.

“The declaration duly made by one of the above named persons relieves the other as regards such declaration.

“2 If however, within the said three months, an interim declaration, under oath, is made by any of the beneficiares, that it is impossible, within the said delay, to furnish the declaration mentioned in the preceding paragraph, the said Collector may extend such delay for sixty days, and a further delay, not exceeding six months, may be granted by the Provincial Treasurer.

“3 On receipt of such first mentioned declaration, the said Collector shall cause to be prepared a statement of the amount of the duties to be paid by the declarant.

“4 Such Collector of Provincial Revenue shall inform the declarant of the amount due as aforesaid, by registered letter mailed to his address, and notify him to pay the same within thirty days after the notice is sent; and, if the amount is not then paid to him on the day fixed, the said

Collector of Provincial Revenue may sue for the recovery thereof before any court of competent jurisdiction in his own district.

“ 5 No transfer of the properties of any estate or succession shall be valid, nor shall any title vest in any person, if the taxes payable under this section have not been paid ; and no executor trustee, administrator, curator, heir or legatee shall consent to any transfers or payments of legacies, unless the said duties have been paid.

“ 6 If any declaration, so required, is not made within the prescribed delay, or within any extended delay that may have been granted, or if any false or incorrect statement is made in any such declaration, either as to value or otherwise, double duties shall become due and exacted in favor of Her Majesty, and the person in default shall, in addition to any other recourse against him, be liable to a penalty of one hundred dollars and in default of payment imprisonment of one month.

“ All fines imposed by this section shall be paid to the Collector of Provincial Revenue for the district in which such fines are incurred and collected, and shall be recovered before the Superior or Circuit Court, according to the amount thereof, by suit, on behalf of Her Majesty, taken by the Collector of Provincial Revenue in his own name.

“ Any sum that may become due to the Crown in virtue of this section shall constitute a priv-



ileged debt, ranking concurrently with other any privileges of the Crown, immediately after law costs.

“ The Collector of Provincial Revenue who collects any sums in virtue of this section shall be entitled to retain such percentages as the Lieutenant-Governor in Council may determine.

“ The Lieutenant-Governor-in-Council may make, amend, replace and repeal all regulations and forms that he may consider necessary for the purpose of carrying out the provisions of this section, which regulations and forms shall come into force as soon as they are published in the *Quebec Official Gazette*.

“ This Act shall not affect any deed passed or succession opened before the coming into force thereof; and such deeds and successions shall continue to be liable to the duties under the said Act 55-56 Vic., cap. 17, as if this Act had not been passed.

“ 6. This Act shall come into force on the day of its sanction.”

55-56 Vic., cap. 17, P. Q., sanctioned, 24th June, 1892; 57 Vic., cap. 16, P. Q., sanctioned 8th January, 1894; 58 Vic., cap. 16, P. Q., sanctioned 12th January, 1895.

59 Vic., cap. 17, in force from 21st Dec., 1895.

1. Article 119 *b* of the Revised Statutes, as enacted by the Act 55-56 Victoria, chapter 17, section 1, and replaced by the Act 57 Victoria, chapter 16, section 2, and amended by the Act

58 Victoria, chapter 16, section 1, is further amended by adding, after clause *g* of paragraph 1, the following clause : 59 Vic., cap. 17, Q :

“ For the purposes of clauses *a, b, c, d, e, f* and *g*, the sum of three thousand dollars, therein mentioned, is to be deducted out of the whole estate, and not out of the share of each beneficiary.”

2. This Act shall not be interpreted as declaring that the law was previously different from that herein expressed.

---

## FORMS OF DECLARATION WITH STATEMENT OF ASSETS AND LIABILITIES.

(Note A.)

### 1 OF WILL IN NOTARIAL FORM.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

In Succession late John Andrew Smith, in his lifetime of the City of Montreal, in Province of Quebec, Builder and Contractor.

I, Sarah Elizabeth Jones, now domiciled at No. 6 Forfar street in the City of Montreal, widow of the late John Andrew Smith, in his

---

NOTE A.—The above forms may serve as guides in drafting declarations and statements, but as the facts of each case vary they must be stated accordingly.

lifetime of the said City of Montreal, Builder and Contractor, as the sole Executrix under the last Will and Testament of my said late husband being duly sworn, hereby declare :—

That the said late John Andrew Smith and myself were married at the City of Montreal on the 1st of June, 1894, without any prenuptial contract whereby a community of property existed between us ;

That there was issue of the said marriage John Andrew Smith and Mary Jane Smith, both now living ;

That the said John Andrew Smith executed his last Will and Testament in notarial form at the City of Montreal on the 6th December, 1895, before Robert Barnes and his Colleague Notaries public as appears by an authentic copy of the said Will fyled with the Collector of Provincial Revenue in and for the District of Montreal the 20th December, 1895 ;

That in and by the said Will, the usufruct of all the Estate and effects belonging to my said late husband was bequeathed to me for and during my lifetime with the property therein to our children—the said John Phillip Smith and Mary Jane Smith ;

That the said John Andrew Smith died at the City of Montreal on the 7th December, 1895, not having revoked or altered the said hereinbefore mentioned Will ;

That the entire Estate and effects of the said succession in the Province of Quebec are fully detailed in the annexed schedule marked "A" and signed and sworn to by myself together with the declaration at the City of Montreal, this 31st December, 1895 ;

SARAH ELIZABETH JONES.

Sworn to before me at the }  
City of Montreal, this }  
31st December, 1895. }

ROBERT FENN,

*Justice of Peace, Notary Public, or  
Commissioner of the Superior  
Court, Montreal.*

---

20. WILL IN ENGLISH FORM.

Province of Quebec }  
District of Montreal. }

In Succession of late Ellen Sproule in her lifetime wife of Robert Ellicott, of the town of Lachine in the Province of Quebec.

I, Henry Ellicott, now domiciled in the town of Lachine, carriage-maker, as one of the heirs of the late Ellen Sproule, in her lifetime wife of Robert Ellicott, of the town of Lachine in the Province of Quebec, Hotelkeeper, being duly sworn hereby declare :—

That the late Ellen Sproule was married to the said Robert Ellicott in the said town of Lachine,

on the 1st June, 1875, under contract of marriage passed before Richard Cheese and Colleague Notaries public, bearing date 1st June, 1875, by which contract of marriage there was declared to be a separation of property between the said Ellen Sproule and the said Robert Ellicott ;

That the said contract of marriage was duly registered in the registry division for the Counties of Hochelaga and Jacques-Cartier under the No. 1556 on the 2nd June, 1875 ;

That there was issue of the said marriage the said declarant and Mary Sproule and none others and both are now living ;

That the said Ellen Sproule made and signed her last Will and Testament on the 1st May, 1886, in the presence of Henry Gauvin, blacksmith and John Carter, joiner, both of Lachine aforesaid, subscribing witnesses thereto ;

That the said Ellen Sproule died at the said town of Lachine on 5th December, 1895, and the said Will was duly proved before the Superior Court in the District of Montreal, on the 7th December, 1895, and that a copy of said Will with certificate of probate thereof was fyled with the Collector of Provincial Revenue for the Revenue District of Montreal on the 5th day of January, 1896.

That in and by the said Will the late Ellen Sproule bequeathed all her property moveable and immoveable subject to the payment of her debts and the cost of her last illness and burial, to the said declarant and to Mary Sproule his sister in equal shares ;

That the assets and liabilities of the said Estate are set forth in the statement "A" hereunto annexed to form part hereof, the said declarant having signed the said statement and sworn to his declaration at the City of Montreal this tenth day of January, 1896

HENRY ELLICOTT,

*Heir and Residuary Legatee*

Sworn to before me at the }  
City of Montreal, this }  
day of January, 1896. }

JOHN LONG, J.P., N.P., or  
Comm. Superior Court.

---

### OLOGRAPH FORM.

Province of Quebec, }  
District of Montreal. }

In succession of late Joseph Jubinville, in his lifetime of the Village of St. Laurent, farmer.

I, Eugène Villemaire, of the Village of St. Laurent, in the District of Montreal, farmer, the curator and administrator appointed to this estate by the Superior Court in and for the District of Montreal on the 2nd January, 1896, having been duly sworn, hereby declare :

That the said Joseph Jubinville was married without ante-nuptial contract to Eloise Filiatrault

at the said village of St. Laurent on the 10th May, 1862, and had issue the following children :

Marie,  
Jeanne Alice,  
Pierre.

That the said children are alive, and entitled to inherit under the said will ;

That in and by the said will the said Joseph Jubinville bequeathed all his property, moveable and immoveable, to his children, share and share alike, subject to the prepayment of his debts and funeral expenses, and to certain legacies stated in said will, viz. :

1. Hospital Notre Dame.....\$100 per an.
2. Rente viagère to Eloise Filiatrault,  
aged      years .....\$ 50    “
3. Rente viagère to Robert Jobin, his  
adoptive son, aged — years...\$ 50    “
4. Rente viagère to Jos. Gagné, a  
stranger, aged — years .....\$ 50    “

That the said Joseph Jubinville died at the said Village of St. Laurent on the 15th December, 1895, and the said will was duly proved before the Superior Court in and for the District of Montreal on the 17th December, 1895, as appears by a copy of the said will and probate thereof filed with the Collector of Provincial Revenue, District of Montreal, the 20th      , 1895 ;

That the assets and liabilities of the said estate are set forth in the statement      , annexed to form part hereof, the said declarant having

signed and sworn to said statement and this declaration, at the Village of St. Laurent, this 20th day of January, 1896.

EUGENE VILLEMAIRE.

Sworn to before me, at the }  
 Village of St. Laurent, this }  
 20th day of January, 1896. }

JEAN VIGNEAU, N.P., J.P., or  
*Commissioner Superior Court.*

NAMES, ADDRESSES OF LEGATEES AND  
 RELATIONSHIP.

---



---



---

#### 4. SUCCESSION AB INTESTAT.

In Succession late Percy Robert Kane, in his lifetime of the Parish of Longue Pointe in the District of Montreal, Distiller and Brewer.

I, Thomas Anderson Hendry of the Parish of Longue Pointe in the District of Montreal, Bookkeeper, in my quality of Curator and Administrator to the vacant Estate and Succession of the late Percy Robert Kane in his lifetime of the Parish of Longue Pointe in the District of Montreal, Distiller and Brewer, appointed as such Curator and Administrator by the Superior Court in and for the District of Montreal on the 4th day of December, 1895, as appears by the certi-



ificate of Jean Cuillerier, Deputy Prothonotary of the said Court dated the last mentioned day and herewith fyled to form part hereof being duly sworn declare :—

That the said Percy Robert Kane died at the Parish of Longue Pointe on the 30th day of November, 1895, intestate ;

That having made diligent enquiry as to the heirs at law of the said Percy Robert Kane, the following appear to be nearest of kin and entitled to inherit to the said Estate, viz. :

Thomas Spencer Kane, Architect, Glasgow, Scotland, father.

Robert Jones Elliott.

Mary Kane Elliott, both of Lucerne in Switzerland, nephew and niece.

Philip Kane, of the City of Quebec, Canada, cousin.

That the Estate and effects of the said Succession in the Province of Quebec are fully detailed in the annexed schedule marked "A" and signed by myself together with this declaration at the City of Montreal

THOMAS ANDERSON HENDRY.

Sworn to before me at the  
City of Montreal, this }  
31st December, 1895.

JOHN A. WEEKS, N.P., J.P., or  
Comm. Superior Court.

## SCHEDULE "A"

Statement of Assets and Liabilities of Estate  
and Succession of the late John Andrew White  
in the Province of Quebec, being *commune en*  
*biens* with his wife Sarah E. Jones.

## ASSETS.

## IMMOVEABLES.

No. 1. House and lot being Cadastral number 1534 in the City of Montreal and No. 15 Alexander Street in said City, of the value of .....	\$10,000		
2. Farm at Hochelaga being Cadastral number 726 in the County of Hochelaga .....	\$ 5,000		
3. Hypotheque in favor of John Andrew White on No. 15 Alexander Street, Montreal, Cadastral No. 1534.....	\$1,000		
6 months interest thereon due this day.....	\$25	\$1,025	
			\$16,025

## MOVEABLES.

Household furniture...	\$500		
Farming Stock and im- plements.....	\$300		
Over.....	\$800	\$16,025	

Over.....	\$800	\$16,025
2 Shares Bank of Montreal Stock of \$200 each at market value this day of \$250.....	\$500	
50 shares in the Crooks Mining Co., Montreal, of \$100 each of no value	—	\$1,300

## CREDITS AS PER BOOK OF ACCOUNT

Peter Jones, Promissory Note due 6 July, 1895,	\$2,000	
3 months interest thereon at 6%.....	\$ 25	
Joseph Oaks, Architect of Montreal.....	\$ 50	
Owen Roberts, Merchant of Montreal.....	\$300	
Thos. Kelly, Advocate of Montreal.....	\$100	
		\$2,475
Total assets .....		\$19,800

## LIABILITIES.

No. 1. Hypotheque on lot<sup>4</sup> Cadastal No. 15 in favor of Robert Grose, Mer-

chant, Montreal.	\$2,500	
6 months interest		
thereon.....	\$75	
	<hr/>	\$2,575
Thomas Rae Estate....		115
James Cohen, M.D....		35
Ellen Allan, Nurse....		15
John Spier, Grocer ...		6
Cemetery lot.....		100
Monument.....		25
Thomas Wild, Under-		
taker.....		75
	<hr/>	
Total Liabilities..		\$2,946

#### RECAPITULATION.

Total assets.....	\$19,800
Total liabilities.....	2,946
	<hr/>
	\$16,854
My half in community....	8,427
	<hr/>
Net value of Estate.....	\$ 8,427

SARAH ELIZABETH JONES.

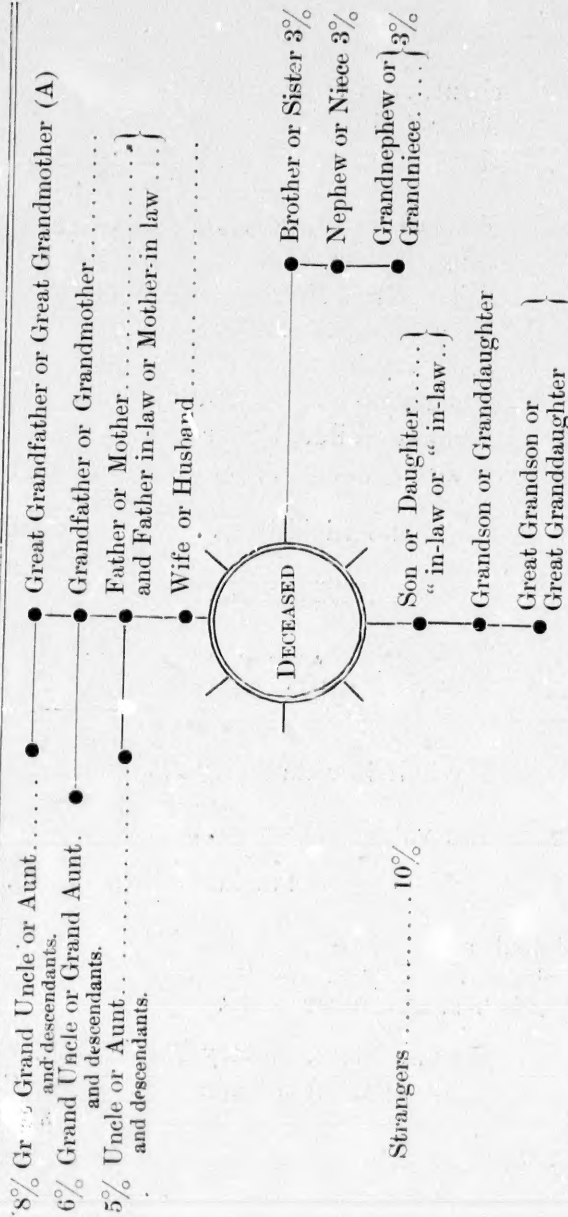
Signed and sworn to before }  
me at the City of Montreal, }  
this 31st December, 1895. }

ROBERT PENN, Notary Public, J.P.,  
or Commissioner for Superior Court.

# SUCCESSION TABLEAU AND TARIFF.

55-56 VICT : CAP. 17 Q. 24 JUNE, 1892.  
57 " 16 " 8 JANUARY, 1894.

58 VICT : CAP. 16 Q. 12 JANUARY, 1895.  
59 " 17 " 21 DECEMBER, 1895.



(A) For dues in direct line ascending and descending and between consorts see pages 13-14.

